



**Droit de l'Economie
Internationale et du Développement**



**L'influence
du Programme d'Ajustement Structurel
sur
les législations économiques
en République Islamique d'Iran**

Faculté de Droit

UNIVERSITE RENE DESCARTES PARIS 5



Ebrahim EMAD

Paris, dec. 1998

L'influence
du Programme d'Ajustement Structurel
sur les
législations économiques
en République Islamique d'Iran

Introduction :

La perspective de l'économie de l'Iran

Première partie :

La mise en œuvre du programme d'ajustement structurel (ci - après " P.A.S.")

Chapitre 1 : Caractéristiques de la version iranienne du P.A.S.

Section 1 : L'émergence d'une nouvelle politique économique

§ 1-Les facteurs d'ordre politique

A : La fin de la guerre Iran - Irak

B : L'émergence d'une nouvelle technocratie

§ 2 - Les raisons d'ordre économique

A : Les raisons externes

1- La réduction du prix mondial du pétrole

2- L'embargo économique des Etats-Unis et ses alliés contre la R.I.I.

B : Les raisons internes

1- Dans le domaine agricole

a- L'existence de la crise fondamentale

b- Le contingentement des biens essentiels

2- Dans le domaine industriel

a- L'existence de la crise en industrie

b- L'imposition d'un régime de prix fixé pour les produits de l'industrie intérieure 2

3 - Dans le domaine financier

a. La chute de l'investissement et revenu du pays

b. Le déficit budgétaire énorme

c. L'inexistence d'un régime fiscal influent pour entourer le système commercial

4 - Dans le domaine monétaire

a. L'augmentation de la dette de l'Etat et les entreprises publiques à la Banque Centrale

b. La perturbation au système monétaire et financier

c. La cherté de la monnaie nationale en circulation

5 - Dans le domaine commercial

a. In concertation, l'augmentation irrégulière des importations

b. La réduction des revenus exportés

c. La pénurie des organisations compétentes au commerce intérieur

6 - Dans les autres domaines

Section 2 : Les objectifs et les grandes orientations

§ 1 - Les objectifs

§ 2 - Les grandes orientations

Section 3 : Les premières démarches

§ 1- Les démarches du conseil politique de la construction économique

A : La privatisation

1 - Le secteur agricole

2 - Les secteurs commerciaux et services productifs

B : La facilité accordée aux activités des secteurs "public, coopératif et privé" 3

1 - La facilité aux activités d'importés et d'exportés

2 - La facilité aux activités monétaires

§ 2 - Les démarches du gouvernement de l'époque

A : L'approbation du projet de loi quinquennale

B : Les objectifs économiques et sociaux de la loi quinquennale

1 - La reconstruction et la rénovation des capacités productives et structurelles

2 - L'essai en faveur d'assurer la justice sociale

3 - Mettre en liberté des activités productives à la société de l'intervention de l'Etat

4 - L'essai en faveur de rapetisser de l'Etat et la limitation de dépenses des activités de celui-ci

5 - La mise en œuvre de l'ajustement structurel aux organisations administratives et exécutives du pays

6 - La mise en œuvre de l'ajustement structurel au régime éducatif et du régime fiscal

7 - L'essai pour attirer les investissements étrangers

C : Les estimations quantitatives du programme quinquennal

1- La produit intérieur brut

2 - L'investissement et la consommation

3 - Le budget et la situation financière de l'Etat

4 - La masse monétaire et le taux d'inflation

5 - Le commerce extérieur

6 - les force humaine et l'emploi

Chapitre 2 : L'élaboration du P.A.S.

Section1: La législation économique de la révolution islamique1978-1988

§ 1- La loi Constitutionnelle

A : Les principes généraux

B : Les principes particuliers

§ 2 - Les lois commerciales

A : Le commerce intérieur

1 - Le secteur public

2 - Le secteur coopératif

3 - Le secteur privé

B : Le commerce extérieur

1- Les principes régissant le commerce extérieur

a - Les principes économiques

a.1- Des importations répondant aux besoins économiques

a.2- Des exportations de produits non pétroliers

a.3- Le recours aux différents marchés et à la compétitivité internationale

a.4- la balance commerciale et l'équilibre des échanges

a.5- Le commerce et les transferts de technologie

a.6- la confiance mutuelle et réciproque

b - Les principes politiques

b.1- "Ni l'Est, ni l'ouest"

b.2- Les relations Nord-Sud, Sud-Sud, et avec les pays amis

b.3- La recherche de nouveaux partenaires économiques

b.4- Les évolutions de la politique internationale dans l'établissement de relations économiques

2 - Les politiques d'échanges commerciaux

a - Les échanges

a.1- Les échanges libres

a.2- Le troc

a.3- Les échanges bilatéraux

b - L'encouragement à l'exportation

b.1- Les avantages financiers

b.2- Les exemptions de droits de douane

b.3- La réduction des formalités de douane

b.4- Les facilités accordées aux marchands et hommes d'affaires

3 - Les exportations et importations

a - Les exportations

a.1- Les exécuteurs

a.2- Les dépôts de garantie préalable

a.3- Les promotions

a.4- Les encouragements

b - Les importations

b.1- Les empêchements

b.2- Les devoirs

b.3- Les promotions

c - Le décret - loi 6

c.1- Les Commissions exécutives

c.2- Le rôle du Ministère du commerce.

§ 3 - Les lois financières et monétaires

A : Les lois financières

1 - Les lois budgétaires

a- La loi du 1971 sur les Comptabilités Publiques

a1- Les expressions

a2- L'exécution du budget

a2-1- Les recettes et les autres sources pour assurer des crédits

a2-2- Les dépenses et les autres paiements

a2-3- Les marchés publics

a2-3-1- Les appareils concernés

a2-3-2- Les types des transactions

a2-3-3- L'offre d'appel et l'adjudication

a3- Le contrôle financier

a4- L'équilibre des comptes et la liquidation du budget

a5- Les biens publics

a6- La diversité

b- La loi du Plan et du Budget

b1- Les expressions

b2- Le Conseil Economique, Composan et les obligations

b3- L'Organisation du Plan et du Budget et les obligations

b4- La préparation des programmes constructifs quinquennaux

b5- Le budget annuel du pays

b6- L'exécution des projets constructifs

b7- Les ressources financières de l'Etat

b8- L'engagement et le paiement des crédits constructifs et courants

b9- La surveillance de l'Organisation du Plan

b10- La diversité

c- Le Projet du Budget

2 - Les lois fiscales

a- Les personnes imposables

b- Les impôts sur la fortune

c- Les impôts sur le revenu

d- Les dispositions générales

e- Les organisations distinctives des impôts et des centres des impôts

B : Les lois monétaires

1 - La Loi de la Nationalisation des Banques

a – La démarche du Gouvernement

b – Les nouvelles banques

b1- Les banques commerciales

b2- Les banques spéciales

2 – La Loi du Statut des Banques

a – Le corps administratif

a1- L'Assemblée Générale

a1-1- Le fonctionnement de l'Assemblée Ordinaire

a1-2- Le fonctionnement de l'Assemblée Extraordinaire

a2- Le Conseil Supérieur des Banques

a2-1- Les composants

a2-2- Le fonctionnement

a3- Le Conseil administratif de chaque banque

a4- Le Directeur Général de chaque banque

a5- Les inspecteurs

a6- Le classement des banques 8

3- La loi Monétaire et Bancaire du pays

a- La monnaie

b- La Banque Centrale

b1- Les généralités

b2- Les obligations et les prérogatives

b2-1- Les obligations

b2-2- Les prérogatives

b3- L'organisation

b3-1- L'Assemblée Générale

b3-2- Le Conseil de la Monnaie et du Crédit

b3-3- Le Conseil exécutif

b3-4- Le Conseil de Contrôle de la Réserve de billets

b3-5- Le Conseil de Surveillance

b4- Les dispositions générales

c- Les affaires bancaires

c1- Les conditions de la création d'une banque

c2- La caractéristique des activités des banques

c3- La dissolution et la faillite des banques

c4- Les dispositions pénales

4 – La loi sur les Opérations Bancaire Sans Usure (Reba)

a- Les objectifs et fonction du système bancaire

a1- Les objectifs

a2- Les Fonctions

b- La mobilisation des ressources monétaires

c- Les facilités bancaires octroyées

d- La Banque Centrale et la politique monétaire

e- Les divers

Section 2 : La législation de la réforme économique

§ 1- La mise en œuvre des nouvelles politiques par le pouvoir exécutif

A : Les politiques commerciales

1 - La politique du commerce intérieur

2 - La politique du commerce extérieur

a - La politique d'importation

b - La politique d'exportation

B : Les politiques financières et monétaires

1 - Les politiques financières

a - Le rétablissement des équilibres budgétaires

b - La réduction du déficit budgétaire

c - La politique fiscale

2 - Les politiques monétaires

a - La réforme des taux de parité

b - La réforme du taux d'intérêt

C : Les politiques sociales et culturelles

1 - La politique de la protection sociale

2 - La " collaboration du peuple" dans le domaine économique

C : Les politiques administratives

1 - La réduction de la bureaucratie

2 - La politique du " laissez faire"

§ 2 - Les changements effectués dans les lois 10

A : La privatisation

B : Le commerce extérieur

1 - Les importations

2 - Les exportations

C : Les zones franches

1 - Les objectifs

2 - L'organisation

3 - Les règles régissant les zones franches

D : La législation budgétaire

1 - Les objectifs

2 - Les politiques

E : Le système fiscal

F : Le taux de change unique

Seconde Partie :

Le bilan du P.A.S.

Chapitre 1 : Les fragilités du P.A.S.

Section 1 : Les fragilités d'ordre juridique

§ 1- La loi constitutionnelle

Section 2 : Les fragilités d'ordre économiques

§ 1- Les fragilités dans le domaine commercial 11

A : Le commerce intérieur

1 - La privatisation

B : Le commerce extérieur

§ 2 - Les fragilités dans le domaine financier et monétaire

A : Les affaires financières

B : Les affaires monétaires

Section 3 : Les fragilités d'ordre social

§ 1 - Les fragilités dans le domaine social

A : La protection sociale

B : Le code du travail

Chapitre 2 : Les conséquences du P.A.S.

Section 1 : Les résultats escomptés

§ 1 - Dans le domaine du commerce

A : Le commerce intérieur

B : Le commerce extérieur

1 - Les importations

2 - Les exportations

§ - Dans le domaine financier et monétaire

A : La situation financière

1 - Le budget

2 - Les recettes fiscales

B - La situation monétaire

1 - L'augmentation des prix

§ 3 - Dans le domaine social et culturel

A : La situation sociale

B : La situation culturelle

§ 4 - Dans le domaine administratif

Section 2 : Les acquis

Conclusion
